

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 28/11/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SM KERVAL Centre Armor**

69 Rue Chaptal  
CS 70556  
22000 Saint-Brieuc

Références : 2024.355  
Code AIOT : 0005504247

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2024 dans l'établissement SM KERVAL Centre Armor implanté La Fontaine de Trémargat 22410 Lantic. L'inspection a été annoncée le 24/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Ce contrôle s'inscrit dans le cadre du programme d'inspections pluriannuel de la DREAL. Le site relevant de la directive IED, l'établissement est considéré comme prioritaire et fait l'objet d'une inspection annuelle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SM KERVAL Centre Armor
- La Fontaine de Trémargat 22410 Lantic
- Code AIOT : 0005504247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le syndicat Kerval Centre Armor est autorisé à exploiter, sur la commune de Lantic, au lieu-dit "La Fontaine Trémargat " une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), une usine de compostage de déchets ménagers, de déchets verts et d'algues vertes ainsi qu'une plate-forme pour le regroupement du verre. Le site relève de la directive européenne du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) et est soumis à autorisation au titre de la rubrique 3532 (valorisation de déchets non dangereux) et la rubrique 3540 (installation de stockage de déchets) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	SUIVI DES EAUX SOUTERRAINES	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	EMISSIONS DIFFUSES	Arrêté Préfectoral du 21/12/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	SUIVI DU COMPOSTAGE	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	BASSIN DE STOCKAGE DES LIXIVIATS	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11	Demande d'action corrective	6 mois
11	SUIVI DES LIXIVIATS	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	TRACABILITE DES DECHETS	AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 2	Sans objet
2	BILAN DU SUIVI DES EAUX SOUTERRAINES	AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 1er	Sans objet
5	PLAN D'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 18/04/2001, article 8.2	Sans objet
6	SUIVI DU MILIEU	Arrêté Préfectoral du 18/04/2001, article 9.1.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	GESTION DES FLUX (compostage)	Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 8	Sans objet
9	ADMISSION DES ALGUES VERTES	Arrêté Préfectoral du 05/05/2010, article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité avec l'arrêté de mise en demeure du 21/12/2023 en versant régulièrement les données de traçabilité des déchets au Registre National des Déchets. Le bilan du suivi des eaux souterraines a été établi et ne révèle pas de contamination significative. L'inspection propose à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure de respect de prescription concernant ces deux points.

L'exploitant réalise l'autosurveillance de ses rejets avec des contrôles réguliers par des laboratoires accrédités. L'inspection a toutefois constaté que certains paramètres ne sont pas pris en compte et demande à l'exploitant de compléter les analyses. S'agissant du traitement des lixiviats, l'inspection demande l'analyse trimestrielle de leur composition physico-chimique afin de se mettre en conformité avec l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : TRACABILITE DES DECHETS

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre national des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le syndicat mixte SM KERVALL CENTRE ARMOR [...] est mis en demeure, [...] de respecter sous 3 mois les dispositions de l'article R541-43 du code de l'environnement, qui prescrit :</p> <p>« II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : [...]</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes [...]. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. (...) »</p>
<b>Constats :</b>

En réponse à l'arrêté de mise en demeure du 21/12/2023, l'exploitant s'est mis en conformité et procède depuis le 28/02/2024 au versement régulier des données de traçabilité des déchets par voie électronique.

L'inspection a constaté le jour de l'inspection que les dernières données versées au RNDTS sont datées du 23/08/2024. L'exploitant a indiqué ne pas être en mesure de réaliser la télétransmission des données dans les 7 jours suivant le traitement des déchets mais indique le réaliser au moins une fois par mois.

L'inspection propose au Préfet de lever la mise en demeure de respect de prescription mais rappelle la nécessité de réaliser régulièrement le téléversement des données.

L'exploitant a indiqué qu'il souhaiterait bénéficier d'une dérogation relative au versement des données en justifiant que les déchets sont issus de refus de compostage et ne seraient pas concernés. Le code de l'environnement ne prévoit pas de dérogation possible à ces dispositions du code de l'environnement. En tant qu'installation de stockage, les déchets enfouis doivent faire l'objet d'une traçabilité versée au RNDTS.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : BILAN DU SUIVI DES EAUX SOUTERRAINES

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 21/12/2023, article 1er

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bilan du suivi des eaux souterraines

### **Prescription contrôlée :**

Le syndicat mixte SM Kerval Centre Armor [...] est mis en demeure [...] de respecter sous 3 mois les dispositions de l'article 1- 2 de l'arrêté du 16 mai 2018, qui prescrit :

«Éléments relatifs aux eaux souterraines : Cette étude doit également contenir un bilan des eaux souterraines. Ce bilan comprend une analyse des eaux souterraines en périodes basses eaux et hautes eaux, sur l'ensemble des paramètres spécifiés à l'article 24 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 précité. A travers ce bilan, au regard du contexte géologique et de l'étude hydrogéologique réalisée il est procédé à une interprétation du suivi des eaux souterraines sur les 5 dernières années afin de conclure sur l'impact dans l'environnement de l'activité du site.»

### **Constats :**

Le bilan 2020-2023 relatif au suivi des eaux souterraines a été remis à l'inspection des installations classées le 13/02/2024. Les suivis réalisés ne révèlent pas de contamination significative des eaux souterraines. Seule une hausse de la conductivité et de la concentration en chlorures a été identifiée et semble liée à l'activité de traitement des algues vertes.

Le bilan indique que les métaux tels que le fer (sous la forme oxyde de fer) et le plomb trouvent leur origine dans le substrat rocheux acide local (formations géologiques métamorphiques). Le suivi ne met pas en évidence de dégradation significative de la qualité des eaux entre l'amont et l'aval du centre de stockage.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure de respect de prescription.

N° 3 : SUIVI DES EAUX SOUTERRAINES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :

- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;
- paramètres biologiques : DBO<sub>5</sub> ;
- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;
- autres paramètres : hauteur d'eau.

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.

Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

**Constats :**

L'exploitant procède à la surveillance des eaux souterraines en faisant réaliser un contrôle 2 fois par an par un laboratoire accrédité. Le dernier rapport d'analyse des eaux souterraines, en date du 19/03/2024, a été présenté et communiqué à l'inspection. Les données d'autosurveillance des eaux souterraines ont été déclarées par l'exploitant dans GIDAF le 29/08/2024.

L'inspection constate que le rapport fait référence aux paramètres listés dans l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007, concernant les limites de qualités des eaux brutes pour la production d'eau destinée à la consommation humaine. Certains paramètres, prévus par l'arrêté ministériel du 15/02/2016, ne sont pas pris en compte. Ceci avait déjà été relevé lors de la précédente inspection;

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de compléter l'analyse des eaux souterraines avec les paramètres figurant dans l'article 24 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a informé, par mail du 02/10/2024, de la sollicitation d'un laboratoire pour réaliser les analyses complémentaires sur les piézomètres.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : EMISSIONS DIFFUSES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détection H2S, NH3</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] une détection en continu des paramètres H2S et NH3 est mise en place à la sortie du biofiltre pour mesurer les émissions diffuses.</p> <p>Cette mesure fait l'objet d'un enregistrement en continu. Avant chaque campagne de traitement des algues, une vérification du bon fonctionnement de la détection de H2S et NH3 est réalisée (calibrage des capteurs). Une alarme est mise en place sur la mesure de H2S et NH3 à 4 ppm. Une mesure des émissions de H2S et NH3 de type mesure sous cloche ou équivalente est réalisée au moins tous les ans sur le biofiltre en milieu de campagne afin de s'assurer de l'efficacité du biofiltre et de disposer d'une mesure comparative avec la surveillance en continu en place. En cas d'écart significatif entre le résultat de la mesure évoquée ci-dessus et la mesure en continu de H2S, l'exploitant met en oeuvre les mesures nécessaires pour garantir l'efficacité du biofiltre du traitement des algues vertes et en informe l'inspection. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les enregistrements en continu visualisés au niveau de la salle de commande et transmis par le système de détection des gaz H2S et NH3 au niveau du biofiltre.</p> <p>L'appareil de détection a été remplacé en 2023 (date de mise en service : 04/09/2023). L'inspection a constaté que l'exploitant procède au calibrage de l'appareil une fois par an. Le dernier rapport de maintenance a été établi le 10/06/2024 par une société spécialisée et le prochain contrôle est prévu en juin 2025. L'inspection rappelle que le calibrage doit être réalisé avant chaque campagne de collecte des algues vertes. Post-inspection, il a été relevé dans le rapport de maintenance de l'appareil que le seuil d'alarme est fixé à 5 ppm pour le paramètre H2S et à 10 ppm pour le paramètre NH3 or l'arrêté préfectoral complémentaire fixe un seuil d'alarme de 4 ppm. L'exploitant a indiqué pouvoir modifier le seuil d'alarme.</p> <p>Un contrôle des rejets à l'atmosphère au niveau du biofiltre a été réalisé par un laboratoire accrédité le 13/08/2024, en milieu de campagne. Le rapport indique des résultats d'émission conformes : il n'a pas été mesuré d'émission d'H2S au niveau du biofiltre (0 ppm) et la mesure d'émission d'NH3 d'élève à 0,426 mg/m<sup>3</sup> (environ 0,6 ppm).</p>

Lors de la visite, l'exploitant a réalisé une simulation de dépassement de seuil au niveau de la centrale de détection. L'inspection a constaté le déclenchement d'une alarme. Il a été relevé l'absence de report d'alarme au niveau de la salle de commande. En cas de décision de mise en place d'un report d'alarme dans la salle de commande, l'inspection rappelle la nécessité d'assortir le report d'une procédure et d'une consigne de sécurité relative à la conduite à tenir en cas de dépassement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Veiller à ce que le calibrage du détecteur intervienne avant le début de la campagne de collecte. Vérifier et justifier que le seuil d'alarme de l'appareil est fixé à 4 ppm conformément à l'arrêté préfectoral du 21/12/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : PLAN D'EXPLOITATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2001, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit tenir à jour un plan d'exploitation où seront reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'emplacement de chaque casier ;</li> <li>- Les dates de début et fin d'exploitation du casier;</li> <li>- la dimension du casier, le volume stocké site type de déchets ;</li> <li>- le schéma de collecte des eaux et du biogaz ainsi que les installations de traitement correspondantes ;</li> <li>- les zones réaménagées ;</li> <li>- un état des garanties financières éventuellement en vigueur.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que l'exploitant dispose de l'ensemble des documents et informations. Un relevé topographique est réalisé et mis à jour chaque année. Le plan annuel d'exploitation, mis à jour le 17/01/2024, a été transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : SUIVI DU MILIEU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2001, article 9.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le suivi de l'unité de traitement par lagunage réalisé une fois par trimestre consistera en une



mesure de débit (en cas de rejet effectif), d'un prélèvement en sortie de lagunage avec analyse des paramètres suivants: pH, température, MES, DCO DBO<sub>5</sub>, NTK, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, P<sub>T</sub>, O<sub>2</sub> dissous, Cl<sup>-</sup> et conductivité.

Les métaux lourds (Pb, Cd, Cr, Hg et les coliformes fécaux) seront recherchés une fois par an sur le rejet.

Sur demande de l'Inspecteur des Installations Classées, les paramètres suivants seront recherchés. le cas échéant, sur le rejet du lagunage: As. F. CN libres, hydrocarbures totaux, composés organiques halogénés et phénols.

Les analyses d'eaux comprendront également la recherche, 2 fois par an, les paramètres pH, MES, DCO, DBO<sub>5</sub>, P<sub>T</sub>, NTK, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, Cl<sup>-</sup> conductivité en 3 points sur les eaux superficielles (cf. Plans annexés):

- au niveau du rejet du lagunage dans le ru de Launay (point 1),
- au niveau du hameau de Launay après la confluence avec la source (point 2),
- sur le ru de Launay juste en amont de sa confluence avec l'Ic (point 3).

Un IBGN (Indice Biologique Global Normalisé) sera réalisé dès la parution du présent arrêté aux 3 points de surface précités. Cette mesure devra être réalisée tous les 3 ans. Une surveillance des points de rejet des eaux « non souillées » présentés à l'article 7.2., sera également réalisée conformément aux plans annexés :

- aux points A, B, C situés à l'amont de la décharge
- en sortie de chaque bassin tampon pour ce qui concerne l'aval du site (D, E, F, G)

En cas de rejet effectif, les paramètres recherchés seront au minimum : pH, conductivité, DBO<sub>5</sub>, MES, NTK; toutefois des analyses complémentaires pourront également être demandées le cas échéant. Les mesures seront réalisées au minimum 2 fois par an.

#### **Constats :**

L'exploitant procède à l'autosurveillance mensuelle de ses rejets en sortie de lagunage. Les rapports ont été présentés et transmis à l'inspection, les données ont par ailleurs été déclarées sous GIDAF. La zone de prélèvement au niveau du ruisseau de Launay a été présentée lors de la visite et aucun rejet de la lagune n'a été constaté.

Les derniers prélèvements relatifs à l'indice biologique global normalisé (IBGN) permettant d'évaluer la qualité hydrobiologique du cours d'eau, ont été réalisés le 30 octobre 2023, en situation hydrologique de basses eaux, sur les 3 stations situées en aval du site. Il en résulte que le ruisseau du Launay est en bon ou très bon état biologique. La station située juste à l'aval est passée d'un état moyen, en 2019, à un état bon en 2023. Le rapport conclut cependant, compte tenu de la fragilité du test de robustesse de la note de calcul de l'IBGN, que la qualité de cette station est à surveiller et semble plutôt se diriger vers une qualité moyenne.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Cahier de suivi

**Prescription contrôlée :**

Le stockage des matières premières et des composts sera réalisé de manière séparée sur des aires identifiées, aménagées et réservées à cet effet. La hauteur maximale de produits réceptionnés et des andains est limitée en permanence à 3 m sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'Inspecteur des Installations Classées. La durée d'entreposage du compost sera inférieure à un an. La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

L'exploitant tiendra à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reportera toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- La date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;
- Les livraisons refusées seront mentionnées sur le registre ainsi que les motifs de refus ;
- L'origine des matières premières ;
- Les dates d'entrée en compostage et de retournements ;
- Les quantités d'eau apportée et les dates d'apport ;
- La date d'entrée en maturation et la durée du compostage pour chaque lot ;
- Les analyses suivantes seront réalisées au minimum 2 fois par an sur un lot représentatif : mesures de température (date des mesures et relevés de température}, matières sèches, Matières minérales, rapport  $MO_T/N$ , N total,  $N-NH_4$ ,  $P_2O_5$ , éléments traces métalliques, dates de retournement ou périodes d'aération et arrosage éventuel des andains, le bilan matière etc. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées ; une modification de la filière de traitement sera le cas échéant proposée afin de remédier aux anomalies constatées.

Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 10 ans et toute modification de procédé sera portée à sa connaissance.

**Constats :**

L'inspection s'est rendue sur l'aire de compostage. Il a été constaté que les lots sont identifiés à l'aide d'un panneau indiquant le mois de réception (1 lot par mois). L'inspection estime que la hauteur des tas et andains de matières fermentescibles est supérieure à 3 mètres.

L'exploitant a fourni en 2009 une étude sur les conditions de mise en conformité du site avec l'arrêté du 22 avril 2008. Le rapport indique que la hauteur retenue pour le dimensionnement [des tas et andains de matières fermentescibles] est de 3 mètres, pouvant être augmentée en cas de pointe. Il est précisé que le dispositif d'aération forcée avec un ventilateur haute pression par

andain permet une aération suffisante jusqu'à une hauteur d'andains de 5 mètres. Le rapport ne justifie pas le dépassement de la hauteur de 3 mètres pour les andains lors de la phase de maturation. L'arrêté ministériel précise que la hauteur peut être portée à 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.

L'exploitant déclare que la durée d'entreposage est inférieure à un an. Le classeur de suivi a été présenté à l'inspection, chaque lot fait l'objet d'une analyse. Par sondage, l'inspection a consulté le rapport d'analyse d'un lot en date du 20/03/2024, réalisé par un laboratoire accrédité. L'exploitant indique que le compost vendu est conforme aux normes et référentiels de certification (TERROM, CERADEL, NF U44-051).

Le rapport annuel d'exploitation, année 2023, fait part de l'arrêt de la vente du compost SOLTONIC 20 aux cultures maraîchères en raison du dépassement de la teneur en Cadmium. Les résultats sont conformes à la norme NF U44-051 mais ne répondent pas à la labellisation CERADEL.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Limiter la hauteur des andains à 3 mètres conformément à l'arrêté préfectoral. La hauteur peut être portée à 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost (article 13 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage).

- Communiquer à l'inspection les résultats de l'enquête sur l'origine du dépassement des niveaux de cadmium.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : GESTION DES FLUX (compostage)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/05/2003, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bon d'enlèvement

**Prescription contrôlée :**

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement sera établi entre l'exploitant et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon, sont indiqués la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

Chaque année sera fourni aux services d'Inspection des installations Classées : les quantités de produits livrés et leurs destinations finales. Les analyses et bons d'enlèvement du compost devront être conservés au moins pendant 10 ans. L'exploitant est tenu d'avertir le service d'Inspection des Installations Classées de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement à la reprise du compost et de proposer une mesure alternative

**Constats :**

<p>L'exploitant a montré que chaque lot sortant fait l'objet d'un ticket de pesée remis à l'entreprise chargée de l'enlèvement. L'exploitant a présenté le tableau de suivi des enlèvements, l'inspection a constaté que celui-ci mentionne l'identité et les coordonnées de l'entreprise assurant la reprise, le n° de lot et le tonnage. Les rapports d'analyse des lots sont conservés dans un classeur. Le rapport annuel fourni à l'inspection, précise les quantités de matières valorisées (à titre d'exemple : production de 6683,30 tonnes de compost OMR en 2023).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : ADMISSION DES ALGUES VERTES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2010, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'admission</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant d'admettre une matière première dans son installation, l'exploitant élaborera un cahier des charges définissant la qualité des matières premières admissibles. Ce cahier des charges est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les algues vertes admises sur la plate-forme sont « fraîches », la fraîcheur des algues est établie par un contrôle visuel complété cas échéant par une mesure de concentration sur l'H<sub>2</sub>S (émission de sulfure d'hydrogène ou (H<sub>2</sub>S) inférieure à 14 mg/m<sup>3</sup> (10 ppm) mesuré au plus près du tas. En cas d'admission d'algues vertes « non fraîches », l'exploitant applique une procédure d'admission spécifique adaptée aux algues vertes « non fraîches » prenant en compte le risque H<sub>2</sub>S. Après vérification de l'existence d'une convention, chaque arrivage de matières premières sur le site pour compostage donnera lieu un enregistrement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues (tonnage ou à défaut cubage moyen du chargement) ;</li> <li>- l'identification du producteur des matières premières, leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante et la date de ramassage ;</li> <li>- la nature et les caractéristiques des matières premières reçues.</li> </ul> <p>Un registre d'entrée sur la plate-forme sera établi.</p> <p>Les livraisons refusées sont également mentionnées dans ce registre, avec mention des motifs de refus.</p> <p>Pour les algues vertes, l'exploitant réalisera a minima une analyse de la conformité des déchets entrants (algues et/ou déchets verts) par semaine (fraîcheur estimée par dégagement de H<sub>2</sub>S, estimation de teneur en sable et en eau).</p> <p>Le stockage des algues vertes d'une durée supérieure à 36 heures est interdit.</p> <p>Le mélange des algues vertes avec les structurants doit être effectué le plus rapidement possible au plus tard 36 heures après admission sur la plate-forme. L'exploitant dispose en permanence sur l'installation d'un stock de structurant en quantité suffisante pour permettre de respecter le délai de 36 heures. Le traitement des algues est réalisé dans une enceinte fermée ; les gaz sont récupérés et traités.</p>

<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, un document d'analyse des risques intégrant les risques liés au H2S (explosion-incendie, toxique et dangereux pour l'environnement). Les zones identifiées comme à risques H2S sont signalées comme telles. L'exploitant établit une consigne spécifique au risque lié au H2S.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le traitement des algues vertes (ramassage, transport et traitement) fait l'objet d'un protocole entre l'exploitant et les EPCI. Le protocole précise notamment les modalités d'acceptation de la qualité des algues. Le protocole a été signé le 15/05/2024 et transmis à l'inspection.</p> <p>Le document prévoit la transmission d'une Demande d'acceptation Préalable (DAP) précisant l'évaluation de la qualité et l'estimation de la quantité des algues vertes ainsi que les dates de ramassage et de livraison. La DAP est signée par la collectivité cliente avec l'avis de l'exploitant (par sondage, l'inspection a consulté la demande n°38 du 19/08/2024 avec les dates de ramassage au 19/08/2024 et de livraison au 20/08/2024). La DAP est ensuite associée à une fiche de traçabilité indiquant la quantité qui a été livrée, l'identité de l'entreprise de ramassage et celle du transporteur (vu la fiche n°38 du 19/08/2024, réception de 27,220 tonnes d'algues vertes). Le classeur dans lequel sont archivés les DAP et fiches de traçabilité tient lieu de registre. L'exploitant précise que les algues sont traitées dans les 2 heures suivant leur réception (mélange avec structurant). L'inspection a constaté la présence du stock de structurant (issu des fractions ligneuses, des refus de criblage) et l'exploitant indique s'assurer d'en disposer d'un stock permanent. Le cas échéant, il serait en mesure de s'en procurer auprès des déchèteries. L'exploitant informe de la mise en place d'une procédure de contrôle de la fraîcheur des algues par un mesurage systématique de l'H2S à réception des chargements (procédure présentée). Le risque lié à l'H2S est identifié et évalué dans le document unique d'évaluation des risques professionnels dont la dernière mise à jour annuelle a été effectuée en mars 2024 selon les déclarations de l'exploitant.</p> <p>L'inspection a constaté l'affichage de consignes et de pictogrammes à différents endroits du site informant le personnel des zones à risque liées à l'H2S.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : BASSIN DE STOCKAGE DES LIXIVIATS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des lixiviats</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. [...] Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve. La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre.</p> <p>L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une bouée ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- une échelle par bassin ;</li> <li>- une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.</li> </ul> <p>Le bassin de stockage des lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviats pour prévenir tout débordement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence du bassin de stockage des lixiviats. Le bassin est clôturé (excepté une ouverture au niveau de la zone de pompage). La visite a mis en évidence la présence d'une bouée, de panneaux de signalisation relatifs au risque de noyade ainsi que l'affichage de consignes de sécurité (vu la fiche de zone « Z14 Système de traitement des lixiviats » comportant les dangers de la zone et les mesures de prévention). L'inspection a constaté l'absence d'échelle au niveau du bassin. L'exploitant indique la réalisation prochaine de travaux avec la mise en place d'un ponton équipé d'une échelle de sortie. Un repère peint sur la bâche matérialise le volume de la réserve, utilisable en cas d'aléa.</p> <p>Pour prévenir tout débordement, l'alimentation en lixiviat est gérée par un système de pompe et vanne.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Informier l'inspection de la réalisation des travaux sur le bassin de stockage des lixiviats (mise en place échelle de sortie)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 11 : SUIVI DES LIXIVIATS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 22</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles et maintenance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.</p> <p>Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>II. - L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :</p>

- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;
- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;
- les quantités d'effluents rejetés ;
- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés.

Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

III. - Les données météorologiques sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Elles comportent la pluviométrie, la température, l'ensoleillement, l'évaporation, l'humidité relative de l'air et la direction et force des vents. Ces données météorologiques, à défaut d'instrumentation sur site, sont recherchées auprès de la station météorologique locale la plus représentative du site.

IV. - Lorsque les lixiviats sont traités dans une installation externe, conformément au point 3 de la hiérarchie de traitement de l'article 11, l'exploitant s'assure, avant tout envoi des lixiviats, de la conformité de la qualité des lixiviats avec le cahier des charges de cette installation de traitement.

La composition physico-chimique des lixiviats stockés dans le bassin de collecte est contrôlée tous les trimestres selon les modalités prévues à l'annexe II.

Au moins une fois par an, les mesures mentionnées au paragraphe précédent sont effectuées par un organisme agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Cet organisme est indépendant de l'exploitant.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté les actions de contrôle et de maintenance réalisées pour la collecte et le traitement des lixiviats. Le rapport annuel d'activité comporte un point sur les opérations de maintenance corrective/préventive.

La traçabilité des actions est réalisée à l'aide d'un cahier de suivi. Par sondage, l'inspection a consulté le suivi des opérations de pompage de lixiviats réalisés en juillet 2024. Il a été relevé les calculs de volumes pompés, la hauteur des lixiviats dans les puits de contrôle (mesure réalisée au laser par un opérateur). L'exploitant a présenté le tableau et les graphiques (mensuels) liés au suivi des hauteurs de lixiviats. Le tableau comporte les données météorologiques (uniquement le paramètre pluviométrique).

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation du contrôle de la composition physico-chimique des lixiviats. L'exploitant doit s'assurer de la conformité de la qualité des lixiviats avec le cahier des charges de l'installation externe de traitement.

Post-inspection, l'exploitant a confirmé, par mail en date du 02/10/2024, la commande d'analyse des lixiviats.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mettre en place le suivi trimestriel selon les modalités de l'annexe II de l'arrêté du 15 février 2016. S'assurer de la conformité de la qualité des lixiviats avec le cahier des charges de l'installation de

traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois